

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Haiti-l-Uruguay-menace-de-retirer-ses-casques-bleus>

# **Haïti : l'Uruguay menace de retirer ses casques bleus**

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Date de mise en ligne : samedi 16 novembre 2013

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Déployée depuis juin 2004 en Haïti, la Minustah compte 18 pays contributeurs en effectifs, en majorité des pays latinoaméricains.**

**Déployée depuis juin 2004 en Haïti, la Minustah compte 18 pays contributeurs en effectifs, en majorité des pays latinoaméricains.**

Le nombre de casques bleus de l'ONU présents en Haïti pourrait bientôt être revu à la baisse, et ce en raison d'une décision du président uruguayen. José Mujica souhaite réduire le contingent de soldats de son pays déployé au sein de la Minustah, la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti. Motif de ce retrait anticipé : le manque de progrès démocratiques réalisés par le gouvernement à Port-au-Prince.

José Mujica persiste et signe : « Dans les prochains jours, une partie du contingent uruguayen sera retirée de la Minustah et ne sera pas remplacée ». Le président uruguayen estime que le gouvernement haïtien de Michel Martelly ne réalise pas suffisamment de progrès démocratiques et institutionnels.

José Mujica a expliqué s'être entretenu avec son homologue brésilienne, Dilma Rousseff. Les deux chefs d'Etat sont d'accord sur un point : les casques bleus onusiens en Haïti ne doivent pas devenir la « garde prétorienne » d'un régime qui ne convoque pas d'élections et n'entreprend pas de réels efforts pour mettre en place une force policière.

Il y a deux semaines déjà, José Mujica avait posé une sorte d'ultimatum au président haïtien : les 940 casques bleus uruguayens seront retirés d'Haïti si Michel Martelly ne convoque pas dans les quatre-vingt-dix jours des élections sénatoriales et municipales. Des élections qui ont déjà pris un retard de plus de deux ans.

Dans son intervention de ce vendredi, le chef d'Etat uruguayen n'a pas donné de date exacte pour un éventuel retrait. Pour José Mujica, il s'agit là surtout d'un moyen pour maintenir la pression sur le gouvernement de Port-au-Prince.

**REUTERS/Swoan Parker**[RFI](#), 15 novembre 2013